

Unité Départementale du Hainaut

Lille, le (cf. Date de signature)

Equipe V3
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/06/2023

Contexte et constats

Publié sur



SI2D

30 Rue Henri Durre
59590 Raismes

Références : V3 – LAC – 2023 – 128
Code AIOT : 0007001052

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/06/2023 dans l'établissement SI2D implanté 30, rue Henri Durre BP 2 59590 Raismes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SI2D
- 30, rue Henri Durre BP 2 59590 Raismes
- Code AIOT : 0007001052
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Si2D a été placée en liquidation judiciaire le 17/05/2021.

La société Si2D était spécialisée dans le décapage et le détartrage de pièces en acier au carbone et en acier inoxydable. Elle intervenait également sur le cuivre et l'aluminium.

Le thème de visite retenu est le suivant : évacuation des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Evacuation des déchets	AP de Mise en Demeure du 25/03/2022, article 1	/	Consignation	
2	Mémoire de réhabilitation	AP de Mise en Demeure du 25/03/2022, article 1	/	Consignation	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des nouveaux devis établis par le liquidateur judiciaire, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet une version modifiée du projet d'arrêté préfectoral de consignation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Evacuation des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/03/2022, article 1
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Si2D, représentée par Me Marlière, sise 30 rue Henri Durre sur la commune de Raismes est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement : - en procédant à l'évacuation des déchets dans les filières adaptées dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Suite à l'audience du 1 décembre 2022, les déchets dangereux liquides ont été évacués par la société Ortec, dans la limite des disponibilités financières de la liquidation. Les déchets de corindons et les boues de la station d'épuration interne restent à évacuer. Le liquidateur a fait établir un devis pour l'évacuation des déchets restants. Le montant du devis est de 24 859,20€TTC. L'inspection des installations classées propose donc à Monsieur le préfet une version modifiée du projet d'arrêté préfectoral de consignation, proposé suite à la dernière visite d'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

N° 2 : Mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/03/2022, article 1
Thème(s) : Autre, Mémoire de réhabilitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Si2D, représentée par Me Marlière, sise 30 rue Henri Durre sur la commune de Raismes est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement : - en remettant un mémoire de réhabilitation conforme à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Le mémoire de réhabilitation n'a pas été remis. Aussi, l'inspection des installations classées maintient sa proposition d'arrêté préfectoral de consignation sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation